

Apresentação

Migration, Santé et Droits Humains : une introduction

Maria da Graça Luderitz Hoefel
Denise Osório Severo
Ximena Pamela Diaz Bermudez
Jacinta Senna

Les interfaces et les implications mutuelles entre migration, santé et droits humains constituent la perspective analytique de ce numéro spécial de la Revue *Tempus - Actes de Santé Collective*, qui se dispose à réfléchir sur telles relations, en particulier, dans le contexte du Brésil et de la France.

L'accent mis sur les deux pays résulte d'une proposition internationale de recherche qui s'est penchée sur l'univers du quotidien de la vie de ces sujets dont l'initiative commence à se dessiner en 2015 et se concrétise à partir de 2017. Cette recherche, intitulée « *Projet Vies Parallèles Migrants Brésil – France* » a été la force motrice qui a conduit à l'effort collectif matérialisé dans certaines contributions contenues dans ce numéro et, surtout, a permis l'immersion dans l'univers encore invisibilisé des conditions de vie de ces sujets.

Bien que le phénomène social de la migration fasse partie de l'histoire de l'humanité et de nombreux défis qui ont toujours accompagné telle procédure, il est notoire qu'il s'intensifie dans la dernière décennie et traduit les inégalités sociales présentes au niveau global, reproduites également dans les politiques d'immigration adoptées par différents pays et, par conséquent, dans la garantie des droits humains de ces sujets.

En ce sens, il est approprié de réaffirmer que la problématique en question n'est pas la migration dans le sens *latu sensu*, mais la perspective politique adoptée par différents États-Nations par rapport à ce phénomène, dont les conséquences s'expriment dans tout le tissu social et imaginaire culturel, se répercutant sur les obstacles et souvent en l'absence de garantie du droit à la santé, au travail, à la sécurité, à l'habitation, à l'éducation, à la souveraineté alimentaire et à l'ensemble des politiques publiques qui garantissent la dignité humaine.

En ce qui concerne la santé, le paradigme de la détermination sociale ancré à Breihl^{1,2,3} nous permet de la comprendre en tant que procédure qui résulte de la forme comme la société s'organise et est, donc le fruit de la structure inégale de classes, race, genre et ethnie qui porte sur la production et la reproduction de la vie. En ce sens, les politiques d'immigration révèlent nettement à quel point les liens entre migration, santé et droits humains traduisent cette conception.

En outre, cela signale les défis historiques de la garantie des droits humains et met en évidence le conflit - théorique et politique - qui l'accompagne depuis son origine et qui à son tour reflète la corrélation de forces de l'ensemble des sociétés et la géopolitique globale elle-même comme accentuée par Boaventura de Sousa Santos⁴. Conformément à ces prémisses, il est également remarquable que la conjoncture actuelle de renforcement de l'extrême droite au niveau mondial corrobore à l'hostilité, la xénophobie et l'adoption de politiques restrictives à l'accueil des migrants et des réfugiés.

Malgré tout ce scénario et de l'exposition croissante de migrants et de réfugiés à toute violence, violations et éventualités, ils résistent quotidiennement et construisent des formes de lutter collectivement pour le droit à la vie. Soit par le biais de mouvements et organisations, soit par les réseaux sociaux ou dispositifs artistiques et imagétiques, le fait est que les migrants et les réfugiés réinventent leurs vies et créent des formes d'évoquer au monde que les droits humains ne peuvent pas avoir de frontières.

Ces éléments signalent les trajectoires analytiques parcourues dans ce numéro, dont les contributions des auteurs offrent des pistes pour réfléchir sur la relation entre migration, santé et droits humains, avec la certitude qu'il reste encore beaucoup à comprendre et, surtout, un long chemin à parcourir pour la portée de la garantie des droits humains des migrants et des réfugiés.

De cette façon, les réflexions contenues dans la revue commencent par l'article qui donne lieu à cette édition, dans lequel Maria da Graça Luderitz Hoefel, en collaboration avec d'autres auteurs (Hoefel et al), abordent le Projet Vies Parallèles Migrants Brésil-France, à partir d'expériences développées à Brasília et à Paris, qui ont impliqué les étudiants migrants PEC-G de l'Université de Brasília, Mouvement Sans-Papiers à Paris et les centres d'accueil des migrants de Cáritas, situé à Rio de Janeiro et à Paris. L'article discute les différents scénarios, les perspectives théoriques et les trajectoires parcourues dans la production de connaissances sur la vie quotidienne, la culture, la santé et le travail des migrants, soulignant les avancées et les défis qui caractérisent le développement d'un travail de coopération.

Ensuite, la revue présente une série d'articles couvrant deux grands blocs d'analyse, partagés en une première approche regroupant les articles dont les thématiques parcourent les droits humains et discutent l'accès aux politiques publiques de santé, éducation, travail, ainsi que les relations entre migration et genre, ce qui offre un panorama de la situation vécue par les migrants et les réfugiés au Brésil et en France, en mettant en lumière les conditions de vie de femmes et d'hommes venus du Haïti, Venezuela, Palestine et pays africains, tels que Angola, Cap-Vert et Guinée-Bissau.

Ce bloc est introduit par un article de révision de littérature qui mappe les politiques d'immigration dans le contexte de l'Europe entre 2008 et 2018, intitulé « Politiques de migration

et droits humains dans le contexte de l'Europe : perspectives théoriques et politiques », des auteurs José Joclilson Nascimento Silva et Denise Osório Severo, dont les résultats montrent des dynamiques paradoxales entre les mesures adoptées par l'Union Européenne et les pays-membres, avec tendance à l'élaboration de politiques punitives de la part du bloc, tandis que les pays de manière isolée tendent plus à l'adoption de politiques protectives des migrants et la garantie des droits humains, bien que ces dernières se détachent pour répondre aux intérêts respectifs de chaque nation, axés sur la réglementation de la migration de main-d'œuvre.

Après, il s'introduit dans la centralité du premier bloc, au moyen de l'article des auteures Maria Angela Conceição Martins et Sílvia Angela Gugelmin, intitulé « Le droit à la santé des immigrants haïtiens dans la perspective des professionnels du SUS ». Développée dans le contexte de l'État de Mato Grosso, cette recherche apporte des contributions de grande importance et beaucoup trop arides, mais qui nécessitent être vues pour être surmontées. À ce sujet, dévoile l'existence de positions stigmatisées allant dans la direction opposée à la notion de citoyenneté et l'affirmation du droit à la santé d'immigrants haïtiens. Les auteures soulignent que les relations établies entre immigrants et professionnels de la santé sont des espaces puissants d'intégration ou d'exclusion, raison pour laquelle il devient fondamental réfléchir sur les stratégies d'interaction dans un contexte de diversité culturelle, dans le sens de garantir le droit et l'équité en santé.

Le droit à la santé est également objet d'analyse dans l'article qui suit, de l'auteur Souza et al, intitulé « Migration et Attention Primaire à la Santé dans l'État de Roraima ». Cette recherche se tourne vers l'analyse des demandes du droit à la santé dans le cadre du Système Unique de Santé (SUS), spécifiquement le niveau de l'Attention Primaire à la santé dans l'État de Roraima, dans une période récente, face à l'augmentation de la migration vénézuélienne sur place. Les données montrent la nécessité d'un regard attentif envers les flux migratoires internes et internationaux, dans la perspective de renforcer les actions interfédératives et intersectorielles, en vue d'assurer des réponses rapides et efficaces dans la recherche de la garantie du droit à la santé et aux autres droits humains des migrants et des réfugiés.

En effet, les systèmes nationaux de santé doivent être préparés pour absorber les demandes possibles et garantir la protection de la santé des migrants, des réfugiés et de l'ensemble de la population, surtout dans les contextes d'expansion des mouvements migratoires. Concernant cette question, Nayara Belle Nova da Costa, Helen Gurgel et Karina Flávia Ribeiro Matos, elles traitent du sujet dans l'article intitulé « Migration et Santé : interrelations, législation et accès », dans lequel les auteures discutent le droit d'accès aux services de santé par les migrants et les réfugiés, à partir d'une analyse du cadre juridique international et national, en avançant vers une discussion centrée sur les conceptions d'accès, afin de problématiser dans quelle mesure ces concepts contemplent les spécificités des populations migrantes.

Nombre des obstacles présentés reflètent également les défis historiques liés au modèle de

formation en santé et l'absence de préparation pour traiter les questions interculturelles, ce qui affecte souvent les processus de soins, l'admission au traitement et l'efficacité des services de santé. Cette thématique est traitée par Matos et al, dans un article intitulé « Haïtiennes, formation médicale et Système Unique de Santé », qui reflète sur le choc paradigmatique existant entre les aspects culturels des pratiques de santé des femmes migrantes haïtiennes et la rationalité biomédicale hégémonique dans la formation en santé, dont les répercussions peuvent intervenir à une baisse admission aux traitements.

D'ailleurs, le changement du modèle de formation en santé est fondamental pour la consolidation du SUS et du droit à la santé. À cet égard, il faut aussi dire qu'il y a d'innombrables initiatives implantées quotidiennement et qui expriment l'effort de construction de pratiques guidées par d'autres paramètres et paradigmes, fondées sur l'interculturalité, interdisciplinarité et multi professionnalité.

Cette perspective trouve un écho dans l'article « Accueil et humanisation de l'attention aux haïtiens : une action interprofessionnel », de l'auteur Santos et al, qui présentent une expérience d'intégration enseignement-service-communauté, développée par l'Université de l'État de Maringá articulée avec le réseau local du SUS. L'objectif a été le perfectionnement de l'attention dentaire au patient haïtien et l'amélioration de l'accès à l'Unité Basique de Santé au moyen de processus de traduction. L'équipe a élaboré et a distribué des brochures et des dépliants afin que la population en général connaisse sur la culture haïtienne et simultanément a réalisé la traduction de plusieurs instruments utilisés par l'Unité. Les résultats indiquent que l'expérience a été d'extrême importance pour améliorer le contact entre les professionnels de la santé et les immigrants, en plus de favoriser la formation interprofessionnelle et le renforcement de l'intégration enseignement-service-communauté.

Les articles mentionnés ci-dessus sont fondamentales pour subventionner la construction de politiques publiques de santé capables de réaliser les principes du Système Unique de Santé et garantir les droits humains des migrants et des réfugiés, ainsi que de respecter et mettre en place les garanties constitutionnelles inscrites dans la Nouvelle Loi de Migration adoptée par le Brésil.

De cette façon, il faut aussi faire attention aux politiques publiques d'éducation. En ce sens, il faut dire que c'est notoire l'importance de la maîtrise de la langue du pays d'accueil pour la construction réelle de relations sociales et inclusion, en plus de constituer un critère pour l'appropriation et exigence des droits qui leur incombent dans chaque nation. Ce thème est discuté par Silva et al, dans l'article intitulé « Enseignement de la langue portugaise pour les immigrants : premier pas vers la portée des droits humains », dans lequel ils soulignent l'importance d'un tel processus, basé sur l'analyse d'une expérience développée dans le contexte d'Uberlândia, situé dans l'État de Minas Gerais. Les résultats indiquent que les actions concernant la capacité impactent de manière significative l'insertion des migrants et des réfugiés dans la société et pointent des lacunes encore

présente, en ce qui concerne la mise en œuvre des politiques publiques éducationnelles de responsabilité de l'État, capables de garantir ce droit.

Les difficultés relatives aux politiques publiques éducationnelles sont également traitées dans l'article intitulé « Droits Humains et répercussions à la santé des migrants membres du Programme d'Étudiants Convention de Graduation (PEC-G) dans l'Université de Brasília », des auteurs Raul Rodrigues de Assis, Maria da Graça Luderitz Hoefel et Denise Osório Severo, dans la mesure où l'étude révèle les fragilités dans la mise en œuvre du Programme National d'Assistance aux Étudiants, de responsabilité du Ministère de l'Éducation. Les nombreuses lacunes s'expriment par les difficultés d'accès à l'alimentation, au logement étudiant et à la santé, éléments qui affectent de manière significative la vie et la permanence de ces étudiants pendant leurs formations au Brésil, en impactant sérieusement la santé mentale.

La garantie du droit à l'éducation est également une exigence pour l'accès au marché du travail. Il est connu que les conditions de travail des migrants et des réfugiés au niveau global sont extrêmement précaires et cette population est souvent exposée à un haut niveau d'exploration, absence de droits du travail et beaucoup d'autres situations de risque.

Cela est traité par Regina Silva Futino et Gabriela Sorgatto do Amaral, dans l'article « Marie Plaine de Grâce : un regard sur la santé de la travailleuse migrante », qui met en lumière l'univers du monde du travail informel des femmes migrantes et discute les explorations, les violences et les répercussions sur la santé, à partir d'une analyse qui trace des parallèles entre la théorie et la vie réelle, basée sur la trajectoire fictive représentée par la jeune Marie dans le film « Marie Pleine de Grâce » dirigé par Joshua Marston.

Il faut dire que ce travail aborde la question de genre, situant les vulnérabilités et spécificités de la situation de vie et de travail des femmes migrantes, signalant l'importance de cette discussion et de la perspective des intersectionnalités dans l'approche du phénomène de la migration. D'un autre côté, les questions de genre sont également abordées ultérieurement, réaffirmant la catégorie genre comme transversale dans l'analyse de la société et, de ce fait, ses relations intrinsèques à toutes les dimensions d'un tel phénomène.

Le deuxième bloc d'articles a comme but les processus de résistance et expériences d'affrontement des adversités réalisées par des femmes et des hommes migrants et réfugiés, abordés ici dans le contexte socioculturel du Brésil et de la France. Ces résistances, fortement marquées par des pratiques collectives, artistiques et imagétiques sont des locus d'identification, agrégation et émancipation sociale, favorisant la conquête des droits humains dans différents contextes. Il est à noter que ces actions collectives sont confrontées, en outre, à un scénario actuel encore plus hostile, influencé par l'ascension de l'extrême droite, qui s'exprime en groupes et en mouvements xénophobes, ouvertement anti-immigration et opposés aux adversités culturelles,

sociales et politiques.

Compte tenu de l'importance et de la répercussion de ces groupes sur la migration, ainsi que la pertinence d'une telle question pour la compréhension des processus de résistance construits par les migrants et réfugiés, le deuxième bloc est introduit par la discussion autour de cette thématique, par l'article de Matthis Garnier, intitulé « Les groupes anti-migrants de Calais: le spectacle de la vigilance », lequel il réalise une analyse basée sur des recherches sur le terrain, développée dans l'emblématique camp des migrants et réfugiés situé au nord-ouest de la France, au bord de la Manche, connu sous le nom de *Jungle Calais* et a été supprimé par l'État Français en 2016.

Garnier discute minutieusement sur le thème et constate, en guise de conclusion, que les actions de ces groupes anti-migration s'enracinent sur trois caractéristiques centrales, à savoir : a) la volonté de mettre en place des pratiques de vigilantisme ; b) la vision du monde fondée sur l'opposition à une figure de l'ennemie ; c) la mise en scène spectaculaire du répertoire d'action du collectif dans la perspective de la communication virale. Néanmoins, les articles qui suivent discutent différentes formes de résistance qui émergent et s'affirment au cœur de ces processus. Donc, le deuxième bloc est inauguré par l'article de Washington, dont le titre est « Déchirement Collectif : images des traversées entre l'Art et la Santé Collective dans le Projet Vies Parallèles Migrants », qui discute la conception de « déchirements » basée sur des délimitations théoriques des Arts, en dialogue avec des expériences développées avec les migrants et les réfugiés dans le contexte de la France, au moyen des dispositifs artistiques et imagétiques. Le travail cherche à démontrer comment les images produites dans les traversées entre l'art et la Santé Collective dans le Projet Vies Parallèles Migrants déchirent les systèmes d'homogénéisation identitaire.

Ensuite, Adi et al décrivent des formes de résistances et de protagonisme des femmes arabes-palestiniennes en situation de refuge au Brésil, abordées dans l'article : « Au-delà des portraits communs sur la condition de refuge et de migration : récits des femmes palestiniennes sur son protagonisme au Brésil ». Les auteurs mettent en lumière les initiatives qui révèlent la capacité de résilience et de dépassement des adversités imposées, en signalant que l'appui à ces processus proviennent nettement d'organisations et d'individus de la société civile, en mettant en évidence les lacunes existantes par rapport au soutien du pouvoir public.

Les stratégies de résistances des migrants et des réfugiés dans le contexte de la société contemporaine s'expriment également dans de nouvelles formes de relations établies avec les réseaux sociaux. Cette thématique est traitée dans l'article intitulé « Facebook en tant que dispositif pour exprimer le processus de migration : révision intégrative », par Andrade et al. L'analyse signale que le Facebook et les réseaux se configurent comme des dispositifs fondamentaux avant, pendant et après le déplacement, soit pour la planification des itinéraires, maintien des liens familiaux, préservation de la culture et la construction de nouveaux réseaux qui permettent l'inclusion sociale dans le contexte du pays d'accueil.

Malgré l'importance que les réseaux sociaux assument chaque fois plus dans le processus de migration, les mouvements sociaux « classiques », ou même ses dérivations adaptées aux différentes réalités, ils résistent et continuent également à contribuer pour la conquête des droits des migrants et des réfugiés. En dépit de toute la crise que les formes de représentation politique et participation sociale présentent dans la société contemporaine, ces mouvements résistent comme des bastions des luttes collectives.

Ainsi, ce numéro de la Revue renferme ses réflexions avec un article d'opinion qui vise à apporter pour cette analyse un peu de la matérialité et de l'histoire vivante des processus de lutte, avec ses pulsations, affections et angoisses, qui imprègnent le difficile chemin parcouru par les migrants et les réfugiés à la recherche de la garantie du droit à la vie. Il faut dire que ces voies ne sont pas seulement composées par des migrants et des réfugiés puisqu'ils demandent toujours la rencontre avec la solidarité humaine de ceux et celles qui maintiennent leur capacité de s'indigner face aux injustices sociales, sans lesquelles les luttes ne seraient peut-être pas les mêmes.

Cela dit, le dernier article constitue une espèce de cartographie de traversées et de processus de lutte vécues par les migrants et les réfugiés sans papiers, situés dans la région de Paris, qui risquent leur vie à la recherche du rêve d'obtenir des conditions dignes de vie pour leurs familles. Les chemins, les souffrances, les injustices et les résistances prises par ces femmes et ces hommes à la recherche de la dignité humaine, sont racontées par la voix et les mots de Marguerite Rollinde, militante du Mouvement Sans Papiers. Il faut dire qu'une bonne partie de ses 70 ans de vie ont été dédié au rôle de ce que nous pourrions ici catégoriser comme « intellectuel organique », dans la perspective de Gramsci⁷. En ce sens, son récit a une incontestable importance historique qui a besoin d'être partagée et qui nous enseigne beaucoup. Notre remerciement spécial à cette auteure qui a dédié son temps limité à partager un peu de son parcours avec les migrants et les réfugiés.

À tous les autres auteurs qui ont gentiment contribué avec ce numéro de cette Revue, notre immense remerciement pour telles contributions. Nous espérons sincèrement que ce numéro puisse contribuer à la réflexion autour des questions ici abordées et qui, puisse surtout, favoriser la garantie des droits humains des migrants et des réfugiés.

Les éditeurs aimeraient s'excuser auprès des auteurs pour le temps qu'a pris la publication de ce numéro. Le site de la revue a subi un cyberattaque qui a effacé des informations et des fichiers, ce qui a fallu un travail de récupération de ces données. De plus, l'apparition de l'épidémie a également entraînée un retard, considérant l'annulation des activités présentielle et la reprise des activités académiques à distance.

RÉFÉRENCES

1. Breihl J. Jaime. *Épidémiologie : économie, politique et santé*. São Paulo : UNESP ; Hucitec ; 1991.
2. Breihl J. *Épidémiologie critique : science émancipatrice et interculturalité*. Rio de Janeiro : Fiocruz ; 2006.
3. Breihl J. Las tres 'S' de la determinación de la vida 10 tesis hacia una visión crítica de la determinación social de la vida y la salud. In : Nogueira RP (Org.) *Détermination Sociale de la Santé et Réforme Sanitaire*. Rio de Janeiro : CEBES ; 2010.
4. Santos BS. Les droits humains dans la zone de contact entre globalisations rivales. *Revue Brésilienne de Sciences Criminelles*. 2007;15(64):313-37.
5. Santos BS. Les droits humains dans la post-modernité. In : *Droit et société*, Coimbra, n. 4 ; mars. 1989.
6. Santos BS. Pour une conception multiculturelle des droits humains. In : SANTOS, B. S. (Org.). *Reconnaître pour libérer : les chemins du cosmopolisme multiculturel*. V. III : réinventer l'émancipation sociale : pour de nouveaux manifestes. Rio de Janeiro : Civilisation Brésilienne ; 2003.
7. Gramsci A. *La formation des intellectuels*. S. Ferreira (Trad.). Rio de Janeiro : Achiamé, 2013.